

Elevages
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 26/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



SARL STATION AVICOLE DE LA VILLE AU DORE

LA VILLE AU DORE
22590 Pordic

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0052204877

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement SARL STATION AVICOLE DE LA VILLE AU DORE implanté LA VILLE AU DORE 22590 Pordic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL STATION AVICOLE DE LA VILLE AU DORE
- LA VILLE AU DORE 22590 Pordic
- Code AIOT : 0052204877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation autorisée pour une unique production de poulettes démarrées (sol et cages), pour une capacité de 240 000 emplacements, avec en annexe une fabrique d'engrais et supports de cultures déclarée au nom de la SARL Stimul Flore avec transfert total des engrais organiques produits.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [à compléter](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 1	/	Astreinte	
6	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 1	/	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Absence de modifications des modifications apportées au fonctionnement de l'installation et absence de transfert total des déjections produites après normalisation dans la fabrique d'engrais et supports de cultures. Non respect de sarrêts préfectoraux portant mise en demeure en date du 06 septembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 4 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : Mise en place de 2 réserves incendie (poches souples 120 m3), dont une à proximité de la fabrique d'engrais. Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Respect mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 1
Thème(s) : Élevage, Mesure administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SARL STATION AVICOLE DE LA VILLE AU DORÉ, est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 6 mois : <ul style="list-style-type: none">• l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 05 septembre 2011 l'autorisant à exploiter un élevage avicole de 240 000 emplacements de poulettes démarrées pour une production annuelle d'azote organique de 49 534 kg.
Constats : Non conforme : Arrêt de la production de poulettes et passage au sol des 2 bâtiments en cages et production de volaille de chair au sol. Mises en place et production non conformes : Production de poulets légers. Dernière mise en place de 259 617 poulets légers. Cette non conformité est confirmée par les constats réalisés après l'inspection sur les documents transmis par l'exploitant : en effet, sur la base des données 2021-2022 (16 lots), la moyenne des animaux mis en place par lot (calcul fait en ajoutant le pourcentage de mortalité moyen ITAVI aux animaux produits) est de 264 524 poulets légers.
Observations : OBSERVATIONS DE L'EXPLOITANT : Nous souhaitons aussi ajouter un commentaire au rapport signé lors de votre passage du 04/04/2023 et qui concerne le nombre d'animaux équivalents mis en place. Vous avez constaté dans la rubrique « Respect des effectifs et de l'azote produit autorisé par an » votre qualification « Non conforme ». Nous souhaitons insister sur notre raisonnement qui se fonde sur la nomenclature ICPE tel que décrite sur le site de Chambre d'Agriculture de Charente (https://charente.chambre-agriculture.fr/reglementation-administr/installations-classees-icpe-seuils-pour-la-nomenclature/#c373286). La production en poulet léger a une valeur de 0,85 exprimée en animaux-équivalents ce qui porte notre autorisation à 282 353 poulets légers, plafond que nous n'avons jamais dépassé puisque nous ne produisons jamais plus de 260 000 poulets légers. Nous produisons donc moins d'azote que notre arrêté préfectoral nous y autorise (cf notre dernière déclaration d'azote : 39 669 UN produit en 2021/2022 et 49 534 UN selon notre autorisation en vigueur). REPONSE DE L'INSPECTION : Le décret n° 2013-814 du 11 septembre 2013 introduit un renvoi clair à la rubrique 3660 (Élevage intensif de volailles ou de porcs) qui soumet à autorisation tous les élevages de volailles détenant plus de 40 000 emplacements, conformément à la réglementation européenne. L'installation exploitée par la SARL Station Avicole de la Ville au Doré qui a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 05 septembre 2011, pour une unique production de poulettes démarrées, pour une capacité de 240 000 animaux équivalents est par conséquent autorisée pour une capacité de 240 000 emplacements au titre de la rubrique 3660-a) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 6 : Respect mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2022, article 1
Thème(s) : Élevage, Mesure administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SARL STATION AVICOLE DE LA VILLE AU DORÉ, est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 3 mois : <ul style="list-style-type: none">• l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2011 qui prévoit la résorption par transfert de l'intégralité des déjections produites.
Constats : Non Conforme: Absence de transfert total. Modification du plan de gestion des déjections et non respect des obligations de transfert des déjections produites. Epandage sur les terres de l'EARL des Longs Champs et de la SCEA De Boucan (mêmes gérants), de Mme TONNELIER Béatrice, de M. TONNELIER Louis et cessions aux établissements SAS GRIMAULT, HUON et TERRIAL.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte